

# Médias et démocratie

## La fonction des médias dans la démocratie

Les médias, du moins dans les pays occidentaux, assurent la circulation des opinions, leur confrontation, et leurs limites ou leurs insuffisances sont aussi celles de la démocratie. Les critiques récurrentes qu'ils suscitent oublient parfois la nature de cette dernière – où les débats s'organisent à partir de l'opinion commune, celle des simples citoyens, et ne sauraient être parfaitement ordonnés par la raison ni soumis à une vision du monde ou une autorité surplombantes. Si la communication menace toujours l'information, le public est pour partie co-responsable de la qualité des médias, leur réception par les individus n'étant par ailleurs nullement passive.

Daniel Bounie insiste également sur l'articulation démocratie/médias : le gouvernement élu représente le peuple souverain et agit en son nom, les médias permettent dans l'intervalle de deux élections de continuer à faire entendre l'opinion du peuple auprès du pouvoir en place.

Mais l'apparition de nouvelles technologies offre aux citoyens la possibilité de concurrencer les journalistes dans la saisie et le traitement de l'information. Faut-il y voir un progrès de la démocratie ou bien craindre que *blogs* et *chats* manifestent plutôt le recul d'une information publique, générale, soumise à des règles déontologiques, au profit d'enfermements égotistes ou d'emballements grégaires ?

C. F.

La première évidence à rappeler, à l'ouverture d'une réflexion sur un sujet particulièrement ressassé et documenté, c'est la liaison intrinsèque, consubstantielle, des médias et de ce que nous appelons démocratie. Celle-ci se définit en effet, depuis (au moins) Kant, par le principe de *publicité*, « *Öffentlichkeit* », autrement dit par la libre circulation des opinions et leur confrontation, seule façon d'établir un bon gouvernement, qui soit conforme aux vœux de la majorité.

Les « Lumières » ne consistent pas à réclamer partout le règne d'une raison scientifique, laquelle se révélerait peut-être inopportune, voire catastrophique en matière politique ; un gouvernement d'experts ou de savants ne réalise pas le projet démocratique, qui suppose en revanche une culture de l'argumentation et du débat, donc une opinion entretenue par la communication sans entraves de chacun avec tous. « Démocratique » qualifie ainsi une politique moyenne, ou de la médiane, à laquelle collaborent des médias eux-mêmes moyens, entendons : qui n'endossent pas en priorité les grandes ou hautes paroles de la religion, de l'art, de la science ou de l'idéologie, mais qui se contentent bêtement d'acheminer les vérités basses, au jour le jour, de l'opinion. Si ce dernier mot, la *doxa*, figure, dans la tradition platonicienne du grand rationalisme classique, l'obstacle toujours récurrent de la connaissance scientifique, il constitue la cause ou la chose même de la démocratie, son étalon indépassable, comme on le voit notamment par le mécanisme de l'élection.

Être démocrate, c'est donc œuvrer sans réserve à l'élargissement de cette opinion, c'est étendre la visibilité de la chose publique ou commune pour favoriser cette « mentalité élargie » ou affranchie appelée par les Lumières : ouverture aux mondes et aux raisonnements des autres, publicité des débats, libre circulation des journaux et pluralisme de la presse... nous voyons par ces critères ce qui distingue nos démocraties de diverses aristocraties, tyrannies ou théocraties, et nous reconnaissons dans nos médias le principe du lien, ou la médiation majeure entre *je* et *nous*. Nos journaux fourmillent sans doute de mensonges, mais le moyen, sans eux, de raccorder l'individu à la communauté qui le dépasse ? Ce tournant communicationnel dans la gestion du groupe humain ouvre à un monde plus horizontal, où des sujets réputés égaux se trouvent aux prises les uns avec les autres ; l'âge démocratique, selon son idéal-type, semble donc travaillé ou fléchi par les valeurs de l'auto-organisation, de l'immanence et de la communication.

Pourtant, si l'essor des médias et celui de la démocratie semblent être allés de pair, depuis au moins deux siècles et dans ce qu'on appelle l'Occident, beaucoup s'alarment aujourd'hui d'un mouvement inverse, des médias *contre* la démocratie, ou soupçonnent que ceux-ci, qui furent sa condition d'émergence, sont peut-être en train de la détruire. *Médias* – terme instable qu'il faudra préciser – sonne comme le nom du malheur. Au point que notre récurrente haine des médias semble, elle aussi, aller

de pair avec la haine de la démocratie. Si les médias constituent cet opérateur de liaison et de mise à niveau qui corrige, partiellement sans doute, notre native incomplétude, on comprend mieux la blessure narcissique et les récriminations qu'ils suscitent : parce que nous rêvons, pour nous comme pour le groupe, d'immédiateté, et que nous nous voudrions autonomes, spontanément rationnels, complets et informés, nous maudissons ces médias nécessairement inadéquats à notre vie rêvée, et qui nous *représentent* si mal...

## Quelle critique des médias ?

« Média » est un terme instable, dont l'extension variable court des appareils de presse, qui diffusent les mots, les images et les sons, à tous les vecteurs de messages en général : le média s'accole au message comme le signifiant au signifié (mais le couple média/message, nodal pour une médiologie, n'a pas encore suscité autant d'attention que la paire signifiant/signifié placée depuis Saussure au principe des études de sémio-linguistique).

L'information d'autre part se révèle à l'analyse comme une notion elle-même complexe, et sujette dans son fonctionnement médiatique à bien des glissements : « chose » d'intérêt public et d'un contenu idéal, ou de connaissance, l'information est par ailleurs une marchandise qui obéit à des contraintes de rentabilité ; elle entre dans des programmes où elle côtoie le désir d'influence, la conquête incessante des « parts de marchés » et les sirènes d'une communication qui n'obéit pas du tout aux mêmes critères de connaissance, de détachement critique et de vérité. L'or de l'information court toujours le risque de se changer dans le vil métal de la communication – dans les jeux impurs de la propagande, de la pub, de l'influence ou du profit.

Le journaliste hérite nécessairement de ces ambiguïtés constitutives, et navigue entre les écueils. Cette profession longtemps mal définie suscite l'hostilité spontanée des savants, des spécialistes et, d'autre part, des hommes de pouvoir qui ont quelque chose à cacher. Un ressentiment diffus frappe la corporation : dans la mesure où tout journaliste agit comme un éclairagiste, on le soupçonne de ne pas braquer le projecteur au bon endroit, ou de maintenir dans l'ombre ce qu'il ne distingue pas. Toute médiatisation s'avérant source potentielle de richesse, d'influence ou de notoriété pour ceux qu'elle « éclaire », on accuse forcément les journalistes de connivence avec les *people*, et de partialité dans l'orientation du faisceau de lumière ou du grand miroir.

Pourtant, une facile critique des médias apparaît aujourd'hui aussi vulgaire que les phénomènes qu'elle prend pour cible. Elle manque son objectif par idéalisme, quand elle présuppose un sujet d'avance compétent, doté d'une mémoire, d'un savoir ou d'un imaginaire qui ne devraient rien à ces accessoires subalternes, extérieurs à nos performances

symboliques, aliénants pour notre génie congénital ou pour notre *âme*. Une variante de cet idéalisme oppose le gentil public aux maudits médias, toujours suspects de « manipuler » ou de prendre en otage celui-ci. Cette rhétorique éprouvée est toujours reçue avec une certaine faveur ; les thèses conspirationnistes, en mettant en avant la manipulation, nous dispensent à bon compte de nous pencher sur les complexes mécanismes de la réception, au niveau desquels s'élaborent le sens et les effets que chacun tire pour son compte des messages médiatiques. De même, nous avons du mal à penser que la « domination » court dans les deux sens, les journalistes se trouvant eux-mêmes otages de la façon dont nous achetons les nouvelles ; les mêmes, qui pleurent avec des larmes de crocodile la mort de la princesse Diana « tuée » par les  *paparazzi*, se repaissent de la presse *people*. La presse étant d'abord un marché, on rappellera qu'on n'y récolte jamais que l'information qu'on mérite.

On rappellera aussi par les études dites de réception, aujourd'hui dominantes, que l'information, d'ailleurs minoritaire, et tous les autres contenus de divertissement, de relaxation ou de bonnes relations véhiculés par les médias sont quelque chose que leur destinataire *traite*. Retranché dans son monde propre ou abrité derrière le pare-chocs des médias dont il dispose, chacun filtre et accueille le monde des autres à ses propres conditions. Parce que nous sommes des sujets, et non des boules de billard, *communiquer* pour nous signifiera toujours réfracter, traduire, atténuer ou amplifier le signal reçu du monde extérieur – voire l'ignorer ou le mettre en attente ; notre relation aux médias n'est pas énergétique mais sémiotique, elle consiste à échanger et traiter des signes, comme fait la démocratie qui préfère convaincre à vaincre, et les jeux parlementaires aux thaumaturgies de la fascination et de la violence.

## La sphère moyenne de l'opinion

Il faut accepter, pour la démocratie comme pour l'argumentation telle qu'elle circule dans les organes de presse, la constitution d'une sphère relativement moyenne de l'opinion, qui ne monte pas jusqu'à la science sans réplique des experts, qui ne s'abaisse pas jusqu'aux jeux du cirque, deux écueils également exterminateurs en matière de démocratie. Une sociologie notamment marquée par Pierre Bourdieu a plaqué sur sa critique des journalistes celle d'une opinion forcément déficitaire par rapport aux savoirs venus du monde académique ; on lui opposera l'autonomie relative et la résistance sous-jacente d'une strate de l'opinion, irréductible aux savoirs ; car si personne ne sait tout, il n'est personne en revanche qui ne sache rien. Cette opinion, *sensus communis*, mélange inextricable de préférences personnelles, de croyances et de connaissances éparses, constitue notre humus humain et l'objet même de la communication

politique, qui travaille sans relâche et pétrit cette matière à la fois médiatique et moyenne.

À cet égard, la formation du jugement politique n'est pas très éloignée de celle du jugement esthétique – et la critique kantienne, ici encore, pourrait faire référence. *Opiner*, dans les deux cas, consiste à élaborer et à rallier un sens commun sur des matières foncièrement incertaines, ou qui ne se laissent pas rationnellement démontrer. La « mentalité élargie » requise pour asseoir ce jugement demeure ouverte aux raisons ou aux arguments des autres ; le bon juge, en politique comme en matière esthétique, cultive cette pluralité virtuelle, il pense en se mettant à la place des autres ou en se traitant « soi-même comme un autre ». Au final, son avis semble non le produit de connaissances assurées mais un compromis de sentiments, de désirs ou de volontés. C'est évident dans le cas de l'élection au suffrage universel ; on a longtemps critiqué ce suffrage au motif que le bien public et l'administration de la Cité seraient choses trop sérieuses pour être laissées au jugement du premier imbécile venu, ou à celui des femmes, esprits domestiques peu capables de se projeter au-dehors... Les partisans du cens réservaient le discernement politique aux sujets capables, donc notables ou fortunés, et identifiaient comme allant de soi le cercle de la compétence citoyenne avec celui (très étriqué) de la raison. Une démocratie fondée sur le suffrage universel désaccouple jugement et raisonnement ; ce ne sont pas les connaissances de chacun en matière de gouvernement que le suffrage mesure, car bien peu de voix seraient dans ce cas légitimement appelées à voter, mais les désirs, ou la volonté de changement. En indiquant par son bulletin ce qu'il éprouve ou, face au choix proposé, où il en est, chaque électeur dit automatiquement vrai, et c'est la somme de ces « vérités » d'opinion qui, le soir du scrutin, dit non moins automatiquement, fût-ce à une voix près, la vérité du vote et la légitimité sans appel du gagnant : l'opinion issue des urnes ne peut errer dans la mesure où on ne lui demande pas de penser mais de peser, voix par voix, c'est-à-dire de représenter la moyenne, ou le jugement de l'homme quelconque, sans qualités particulières.

Claude Lefort, réfléchissant à la définition de la démocratie, a proposé le critère de la désincorporation, ou mieux la figure de ce régime comme lieu vide, celui où le pouvoir n'appartient à personne et que nul ne peut s'approprier durablement. On ajoutera, à l'appui de cette thèse, que le tirage au sort des charges, pratiqué dans la Grèce ancienne, accomplissait cet idéal d'un pouvoir pour tous ou du plus grand nombre (si l'on excepte les femmes, les étrangers et les esclaves évidemment exclus du cercle politique) ; mieux que nos propres scrutins, le choix du hasard, en éliminant chez l'élu tout soupçon d'arrivisme, garantissait le respect de la Chose publique et d'un bien qu'on puisse dire vraiment commun. La démocratie n'est donc pas seulement vide de corps, mais aussi de *raison* proprement dite : quelle raison d'élire tel individu à telle charge, quand le hasard décide ? Et la science des experts n'apparaît pas davantage souhaitable, ni d'ailleurs viable, là où

il y va de l'intérêt général et du respect de l'opinion. Ni l'alchimie poétique ni la raison géométrique ne font durablement lien ; il faut l'« universel reportage » (décrit par Mallarmé) et le suffrage universel pour nous forcer d'en passer par les mondes des autres. *Démocratique* connote donc ce monde de représentations bariolées, polyphoniques, contradictoires que nous ouvrent aussi les journaux : un conflit d'opinions que nul savoir transcendant n'apaisera jamais, un état désormais horizontal, immanent, où les sujets demeurent entre eux pour agir, décider et *se représenter*.

## Représentations médiatiques, représentations politiques

« Représentation » apparaît ainsi comme un mot-clé pour penser l'articulation entre démocratie et médias, quoiqu'en deux acceptions légèrement différentes : le gouvernement démocratique représente le peuple souverain, et agit en son nom ; les médias représentent le vaste monde, et particulièrement l'opinion du peuple qui ne peut, auprès de ses représentants, se faire entendre autrement entre deux élections.

### Le « quatrième pouvoir » : une action par représentation

On parle beaucoup, concernant les médias, de quatrième ou de contre-pouvoir ; il conviendrait de souligner, avec Marcel Gauchet, que ce « pouvoir » n'agit jamais que par représentation, ou qu'il n'a d'autre efficace que sémiotique – contrairement aux pouvoirs exécutif et législatif, issus de la représentation-délégation parlementaire, et qui peuvent directement décider, empêcher, censurer, destituer... Les médias n'ont pas cette vertu ; pouvoir immatériel à base de papier, d'ondes ou de courants faibles, la représentation médiatique inerte par elle-même n'agit qu'en excitant ou en démultipliant à distance d'autres pouvoirs plus réels, ailleurs et antérieurement constitués.

La sphère politique, de son côté, doit son efficacité à sa média-dépendance ; cet enchevêtrement politico-médiatique commence avec le processus électoral, qui suppose une intense publicité (confrontation des programmes, mise en visibilité des candidats...). Comment faire, demandait Rousseau toujours inquiet de voir les élus se couper de leurs électeurs, pour garantir la souveraineté du peuple hors de ces périodes de pointe, assez rares, où il exerce son pouvoir par le vote ? La représentation de l'opinion s'avère double, ou à double articulation : le vote (nécessairement intermittent) se trouve relayé par la presse, en continu, qui constitue autant qu'elle représente une opinion qui n'existerait pas indépendamment d'elle. C'est grâce aux médias qu'entre deux élections les

représentés ne disparaissent pas tout à fait derrière leurs représentants ; la presse (associée, nous le verrons, à quelques autres « pouvoirs » surgis des nouvelles technologies) maintient à l'existence une opinion publique, en *représentant* sans cesse auprès des élus et du gouvernement les yeux et la voix de leurs électeurs. Le deuxième pouvoir, législatif, libère la voix du peuple tous les quatre ou cinq ans ; le quatrième pouvoir, plus diffus, prétend faire entendre celle-ci chaque jour. Sans médias, quel peuple pourrait se dire « souverain » ? À moins de poursuivre l'utopie d'une démocratie directe, il faut avouer que la représentation démocratique implique la représentation médiatique.

L'espace public cher à Habermas exige la constitution d'une scène propre à la convergence des regards, si possible centrale – ou qui le devient lorsque la confrontation des choix se resserre entre deux personnalités, comme on l'a encore vu par le débat télévisé, tant médiatisé, instauré entre les deux tours de notre dernière élection présidentielle de mai 2007. Les journalistes sont les machinistes de cette scène où ils occupent tous les postes, régisseurs, éclairagistes et jusqu'au trou du souffleur... Mais ce porte-plume ou ce porte-voix tient sa puissance des autres, il n'est qu'un adjuvant, un médiateur logé en tiers entre de plus réels pouvoirs ; léger ou détaché, le journaliste s'évade du carcan où sont tenues d'autres représentations institutionnelles, partis, syndicats, juges, etc. Le contrôle exercé par les médias est plus fluide, volatil, gazeux, énergumène, il peut surgir à tout bout de champ, comme on le voit par les sondages que divers journaux publient à l'improviste, comme pour substituer leur agenda aux formats et aux rythmes des élections.

L'exemple des sondages n'est qu'un cas particulier des mille façons dont les médias, notamment la télévision, court-circuitent ou démédiatisent les autres pouvoirs, celui d'une justice trop lente, interpellée par les émissions de TV-réalité, ou de la police, ou de certains secteurs de santé ou de protection sociale (conurrencés par la « télévision compassionnelle »), ou la scène parlementaire dont la caisse de résonance semble aujourd'hui tellement inférieure à l'acoustique audiovisuelle... D'une façon générale, les médias ont tendance à délégitimer les filières traditionnelles qui fabriquaient la notoriété ou sélectionnaient les élites, pour imposer au monde politique, au marché de la culture et jusque dans les entreprises de nouveaux critères chic et choc.

### **Du journaliste-roi au journaliste privé de parole ?**

Or, ce journaliste devenu roi dans tous les domaines où la communication est amenée à pénétrer – et quelle production n'est pas doublée aujourd'hui d'une activité symbolique de communication ? – se trouve menacé lui-même de court-circuit, ou de délégitimation, par la poussée conjointe des nouvelles technologies, et d'une démocratie qui voudrait

corriger la distance représentative par les jeux inédits de la « participation ». C'est ainsi qu'on vit, sur le plateau de TF1, Patrick Poivre d'Arvor jouer les utilités dans l'émission « *J'ai une question à vous poser* » de mars 2007, qui semble avoir placé les médias en état d'alerte : notre médiateur traditionnel apparaissait d'un coup désœuvré, privé de parole pour donner celle-ci directement aux invités, en poussant face aux candidats de « vraies gens ». Les journalistes n'y retrouvent pas la bonne scène, celle qui les valorisait du temps de « *Cartes sur table* » ou de « *L'heure de vérité* ». Comment montrer la politique, comment la rendre plus *lisible* ? Nous aimions la regarder sous l'angle du duel ou du match, et nous persistions à l'idéaliser en y plaçant une attente de sacré, ou de salut, le fantôme d'une transcendance, le soulèvement d'une prophétie... Sur ce terrain aussi, une certaine réalité est venue réclamer ses droits, et le dispositif imaginé par TF1 a renforcé le nivellement démocratique des « sujets », en nous forçant à entendre les mots que l'homme sans qualité retient entre ses dents quand il voit bêtement, comme chacun, le réel à sa porte au moment de voter.

Ce glissement dont frissonnèrent quelques jours les gazettes semble la réplique du tremblement de terre provoqué en 2001 par le *Loft*, lui-même anticipé par les écœurantes manières des *reality-shows* : d'où sortent ces gens ? Posent-ils les bonnes questions ? N'ont-ils rien d'autre à montrer qu'eux-mêmes ? On demande le retour d'un scénariste, d'une médiation ou d'une fiction qui fassent sens. Mais si des représentations savantes, majestueuses et sages sont aujourd'hui menacées par la poussée du réel, si des médiations éprouvées déclinent, certains préfèrent saluer dans ces nouveaux formats une autre façon de faire advenir l'individu démocratique.

### **De « nouvelles technologies » plus démocratiques ?**

Dans le domaine de l'information, les journalistes se trouvent aujourd'hui concurrencés par toute une génération de « journalistes-citoyens » qui saisissent eux-mêmes l'actualité dont ils sont témoins – attentats de Londres, tsunami, mauvais traitements dans la prison d'Abou Ghraïb ou pendaison de Saddam Hussein captés sur des portables – pour la diffuser aussitôt. Ces images particulièrement sensibles, et *virulentes*, se propagent en quelques minutes ; hébergées et reprises sur des sites spécialisés dans l'information alternative, elles pourront faire l'ouverture des journaux télévisés ou la une des quotidiens. De même, les *blogs* proposent une alternative à la presse papier, au point que celle-ci doit se doubler de sites numériques (dont les grands titres encore présents dans les kiosques ne seront, bientôt peut-être, que des produits dérivés). On a trop déploré, concernant l'ancienne presse, les

difficultés du droit de regard et de réponse des récepteurs pour condamner cette mise à niveau démocratique : au grand jeu de l'information, les rivaux désormais se bousculent, et le « pluralisme » des sources et des supports augmente vertigineusement sur le Net. Nous savons d'autre part que la démocratie progresse avec la démystification du pouvoir des experts, et une meilleure distribution des compétences techniques. C'est la force des NTIC (Nouvelles technologies de l'information et de la communication) de nous initier à de nouvelles compétences en nous introduisant dans la fabrique de l'information, de l'image ou de l'édition (systèmes wiki, *photoshop*, tenue d'un *blog* ou d'un site, *etc.*). Chacun peut se glisser ainsi derrière l'écran ou dans la salle de rédaction, et son propre « bidouillage » rend l'utilisateur moins mystifiable ; en mettant à disposition des contenus autant que des contenus de programmes, les NTIC créent des récepteurs actifs qui *entrent* dans l'outil, selon l'injonction fameuse du chanteur punk Jello Biafra : « *Don't hate the media, become the media !* ».

Notre idéal démocratique pourtant, lié nous l'avons vu au principe de publicité et de liberté de l'information, révèle ici sa complexité et ses pièges. Car si chacun a le droit en démocratie d'exprimer et de valoriser son monde propre, ce régime exige aussi l'institution d'un monde commun, autour d'un espace public d'affrontement des opinions contradictoires. La démocratie rend visibles, au lieu de les refouler, les chocs inhérents à ces mondes antagonistes, et la presse écrite et audiovisuelle achemine jusqu'à nous cette perception et ces appels des mondes des autres. Le journaliste a justement pour tâche d'assembler, et de présenter aussi objectivement que possible, selon l'éthique d'une « mentalité élargie », les messages de ces autres mondes ; il tient compte du collectif, et il propose une information « traitée » ou recoupée. C'est ce souci du bien commun, ou d'une information un tant soit peu publique ou générale, qui risque de décliner avec les nouveaux parcours à la carte, et la privatisation des informations favorisée par les nouveaux médias. Chacun peut, sur Internet, ne fréquenter que ses semblables ou n'avoir que des trajets d'évitement vis-à-vis des sites, des messages ou des *toxic people* qui contredisent outre mesure ses opinions. La culture du débat ou de l'argumentation, l'espace public conçu comme un ring où s'affrontent des raisons contradictoires, en bref les anciennes dramaturgies, théâtrales, parlementaires, judiciaires, médiatiques..., d'une représentation plus ou moins équitable des conflits, peuvent s'effacer des écrans de nos portables, téléphones ou ordinateurs, qui privatisent et donc réduisent le champ de vision de chacun. Les SMS, les listes de diffusion, les *blogs* et les *chats* sont excellents pour s'exprimer, pour mobiliser, pour « sensibiliser » voire dénoncer – toutes fonctions bien examinées par Pierre Rosanvallon au titre de la *Contre-démocratie* – mais ils favorisent aussi le repli égotiste, le mimétisme, l'emballage sentimental, la contagion virale ou la chasse en meute... Il serait dommage de réduire la

fonction d'édition à l'expression par *blog* de son opinion ou de son monde propre, et le métier de journaliste au rôle de témoin. La véritable information, fondée sur l'enquête et le recoupement des faits, curieuse des raisons et des mondes *des autres*, ne s'improvise pas et nous attend un peu au-delà. La véritable démocratie, de même, exige une scène ou un espace public commun, et aussi une actualité, un temps formaté ou rythmé par des rendez-vous médiatiquement partagés. À la faveur des nouvelles technologies qui nous désynchronisent, qui nous dépolarisent, nous voyons le récit médiatique s'émietter ; partout, l'essor du numérique favorise l'individualisme démocratique mais « la messe est finie ». Faut-il s'en plaindre ? Difficile quadrature...

Daniel Bougnoux,  
Philosophe,  
professeur (émérite) en sciences de la  
communication à l'Université Stendhal de Grenoble

## Pour en savoir plus

**Bougnoux Daniel** (2006), *La crise de la représentation*, Paris, La Découverte.

**Gauchet Marcel** (1995), *La révolution des pouvoirs*, Paris, Gallimard.

**Muhlmann Géraldine** (2004), *Du journalisme en démocratie*, Paris, Payot.

**Rancière Jacques** (2005), *La haine de la démocratie*, Paris, La Fabrique.

**Rosanvallon Pierre** (2006), *La contre-démocratie, la politique à l'âge de la défiance*, Paris, Seuil.

Revue **Le Débat** (2006), « Penser la société des médias I et II », Paris, Gallimard, n° 138-139.